



# Bulletin de la Société Militaire de Genève

*Fondée en 1825 par le général G.-H. Dufour*



**Politique de sécurité vue  
par un ancien ambassadeur**

**CONEX 15**

**Cérémonie de Mon-Repos**

ECLAIRAGE+



*Eléments du bataillon d'aide en cas de catastrophe 2 (Kata Hi Bat 2) à l'entraînement avec des membres du Technisches Hilfswerk (THW) du Land de Baden-Württemberg. Exercice de sauvetage de victimes ensevelies sous d'importants débris.*

**1<sup>ère</sup> de couverture :**

Bat ACC 2 à l'engagement

**3<sup>ème</sup> de couverture :**

Défilé final à Zofingue devant le CF Ueli MAURER et le cdt Rég ter 2, le div BÖLSTERLI

## Editorial: La démocratie est-elle sous-vireuse ?

Vous avez tous entendu l'expression consacrée par les médias, au sujet des élections fédérales d'octobre 2015: la Suisse a viré à droite.<sup>1</sup> Cette tendance pouvait déjà être décelée au début de l'année. Elle a servi d'argument de mobilisation et de vote pour les partis des deux bords. Mais que signifie ce virage ?

Certains commentateurs ont rappelé que les dernières élections législatives, en 2011, ont été marquées par l'incident nucléaire de la centrale de Fukushima-Daiichi. La question d'un autre virage –énergétique celui-là– aurait donc été au centre des préoccupations du moment et expliquerait le score élevé des partis écologistes. L'essor des petits partis centristes se justifiait alors, par les scissions internes des grands partis, dits traditionnels.

Dans la même veine, la croissance des voix de l'UDC serait alors expliquée par la crainte des migrations incontrôlées en Europe; par la désunion européenne face aux crises. Et les crises sont nombreuses – de la précarité à la crise économique, au terrorisme et à la violence religieuse, sans oublier un « arc de conflits » sans précédent autour de l'Europe: de l'Afrique du Nord déboussolée en passant par l'Égypte autoritaire, le Proche et le Moyen Orient à feu et à sang, les Balkans sous tension, le Caucase et l'Asie centrale abandonnés par l'Occident, l'Ukraine acculée, la Russie réarmée et interventionniste, les Etats Baltes menacés...

S'il y a du vrai à ces explications conjoncturelles, celles-ci ne décrivent pas tout. La politique n'est pas faite que de modes. Il y a en effet des mouvements et des causes plus profondes, qui justifient ces changements d'opinion.

La démocratie permet généralement à la raison de triompher. Mais malheureusement, le système démocratique réagit avec un temps de latence. C'est ainsi qu'une prise de conscience trop tardive est un réel danger: car il n'est alors peut-être déjà plus possible d'éviter ou de réagir efficacement à la crise.

On dit ainsi avec raison que gouverner c'est prévoir. Il est essentiel, dans une démocratie,



*Le colonel (U.S. Army, ret.) Gian Gentile est venu parler à Genève le 6 mars 2015, sur son expérience durant la guerre d'Irak, son travail à West Point et aujourd'hui pour la Rand Corporation. Il a publié en 2013 un ouvrage intitulé Wrong Turn: America's Deadly Embrace of Counterinsurgency. Il y critique notamment le dogmatisme des dirigeants et des militaires, américains, qui ont privilégié le dogme de la doctrine de la « contre-insurrection » et du « caporal stratégique » sans accepter de voir les réalités du terrain, ou de se remettre en question.*

d'anticiper les risques, les dangers, les crises, afin de pouvoir s'y préparer. Pour reprendre notre métaphore de la conduite, il ne faut pas tourner trop tôt (survivre), ni trop tard (sous-vivre). Cela nécessite une véritable vision politique et stratégique, qui dépasse le temps d'une législature. Cela nécessite des experts et des outils.

### Le ton a changé

Prenons conscience que le contexte a changé. Le temps du désarmement est derrière nous – la paralysie de la conférence quadriennale sur le Traité de Non-Prolifération nucléaire (TNP) en est une preuve éclatante. Aujourd'hui, on réarme: la France et l'Allemagne ont annoncé la création, chacune, d'un bataillon de chars supplémentaire. La France recrute 7'000 nouveaux militaires. L'objectif de l'OTAN est un investissement de 2% du PIB dans la défense, dont au moins 20% pour la modernisation des forces. La moitié des membres de l'Alliance ont revu leur budget à la hausse, malgré une conjoncture économique, monétaire, sociale voire sécuritaire défavorable. Certains Etats

<sup>1</sup> <http://www.bluewin.ch/fr/infos/suisse/2015/10/19/les-elections-federales-dessinent-une-legislature-.html>

## ÉclairaGE

Bimestriel indépendant de la Société Militaire de Genève depuis 1947 - Tirage: 1000 exemplaires  
(6 numéros par année; délai rédactionnel le 20 du mois précédent)

Editeur	Société Militaire de Genève	Site internet: <a href="http://www.smg-ge.ch">www.smg-ge.ch</a>
Rédacteur en chef	Lt col Marc-Ariel ZACHARIA, <a href="mailto:ma.zacharia@smg-ge.ch">ma.zacharia@smg-ge.ch</a>	
Rédacteur en chef adjoint	Vacant	
Webmaster	CAP DIEGO CARRILLO	
Rédacteurs	Col Christian REY, Maj Pierre BYDZOVSKY, Cap Gabriel MINDER, Cap Guillaume GENOUD, Cap Edric SPECKERT, Cap Lancelot WACK, Of spe (Cap) Fabien RUTZ, Lt Charles-Louis NOTTER.	
Conception couverture	Equipe de rédaction	
Régie des annonces	Publi Annonces S.A. - 3, chemin de la Charpente - Case Postale 194 - 1219 Le Lignon Tél. 022 308 68 78 - Fax 022 342 56 12 - E-mail: <a href="mailto:yt@publi-annonces.ch">yt@publi-annonces.ch</a>	
Impression	Imprimerie Nationale, Rochat - Baumann SA - Rue Plantamour 34 - 1201 Genève Tél. 022 732 27 12 - Fax 022 738 15 37 - E-mail: <a href="mailto:pao@imprimerienationale.ch">pao@imprimerienationale.ch</a>	

## SOCIÉTÉ MILITAIRE DE GENÈVE

Fondée en 1825 par le général Guillaume Henri DUFOUR	Section de la SOCIÉTÉ SUISSE des OFFICIERS
Président	Lt col EMG Alexandre VAUTRAVERS
Vice président	Col EMG Denis MASTROGIACOMO
Vice président	Lt col Pierre-Henri HEIZMANN
Conférences lunch	Mobile 079 594 36 70 - E-mail: <a href="mailto:pierre-henri.heizmann@smg-ge.ch">pierre-henri.heizmann@smg-ge.ch</a>
Président Section de Tir	Cap Jean-Daniel GERBER
Porte drapeau ai	App André BOCCARD
Courrier	Case postale 3618 - 1211 Genève 3 / CCP 12-188-7
Local de la Société	5, rue des Granges - 1204 Genève - Tél. 022 310 39 45
Changement d'adresse	Lt col Philippe KÜNZI, trésorier SMG - E-mail: <a href="mailto:philippe.kunzi@bluewin.ch">philippe.kunzi@bluewin.ch</a>

NETTOYAGE SA

*Notre sérieux fait la différence!*

10, rue Blavignac  
Tél. 022 343 65 55

1227 Carouge/GE  
Fax 022 343 65 56

Site internet: [www.mpmnet.ch](http://www.mpmnet.ch)  
E-mail: [mpm@worldcom.ch](mailto:mpm@worldcom.ch)

neutres parlent d'abandonner leur neutralité, au profit d'une coopération militaire avec leurs voisins scandinaves, quand il n'est pas tout simplement question de rejoindre l'OTAN.

Les débats sociaux sont un passe-temps de nantis. Aujourd'hui, ni les entreprises ni les salariés n'y consacrent leur temps ou leurs espoirs: cette politique des idées et des dogmes ne fait plus recette. Elle a laissé la place à la défense des intérêts particuliers. La situation est si tendue qu'elle peut rapidement se muer une lutte sociale: entre ceux qui défendent leur situation et ceux qui, marginalisés, n'ont plus rien à perdre.

L'idée d'indépendance en matière d'économie, de droit ou d'opinion détonne face à la réalité de la centralisation financière et juridique, des traités de libre-échange, des décisions unilatérales d'ouvertures de frontières comme de taxations protectionnistes.

### Quelles conséquences ?

Malgré la dépendance que nous pouvons éprouver envers les gadgets, le luxe ou les rêves éveillés, rien ne saurait détrôner la sécurité de son socle de la pyramide de Maslow. L'actualité est là pour nous le rappeler. Ce sont bien les questions de sécurité qui nous préoccuperont ces prochains mois et ces prochaines années.

Nous avons la chance et la charge d'être responsables d'importants choix à venir :

- loi sur le renseignement, qui permettra à nos services de s'adapter aux technologies modernes et de collaborer de manière plus efficace avec leurs partenaires;

- développement de l'Armée (DEVA), garantissant un effectif minimum de 100'000 militaires et un budget de 5 milliards ;
- nouvelles infrastructures militaires sur le canton de Genève, afin de garantir des conditions optimales pour l'instruction des troupes de sauvetage, mais également pour assurer la sécurité des conférences internationales à proximité de l'aéroport.

Ne nous battons pas avec les armes d'hier. Ne perdons pas notre temps à nous préoccuper des menaces du siècle passé. Pour être prêt et assurer sa sécurité, il faut s'engager et savoir anticiper les contours d'une route qui promet d'être sinueuse. Il faut être prêt à prendre des décisions courageuses et responsables. Donnons-nous les moyens de notre sécurité et de notre liberté.

• Lt col EMG Alexandre VAUTRAVERS  
Président SMG

**DEPUIS 1888, AIDE LES FAMILLES EN DEUIL**



**Salons funéraires  
privés**  
Accueil - Visites  
Recueillement

**POMPES FUNÈBRES  
A. MORITH S.A.**

**89, BD DE LA CLUSE - 1205 GENÈVE**  
**TÉLÉPHONE 24H./24 022 809 56 00**

**CONSEIL EN ASSURANCES, PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE  
ET PLANIFICATION À LA RETRAITE**



**PFS**  
CONSEILS SA  
ASSURANCES &  
GESTION DE PATRIMOINE



Votre contact : Philippe Schwarm  
T. 022 817 05 05 | ps@pfsconseils.ch | www.pfsconseils.ch | 41, rue de la Synagogue, 1204 Genève

# **Éclairages sur la politique de sécurité et soutien au Développement de l'Armée (DEVA), par Raymond Loretan, ancien ambassadeur de Suisse**



La sécurité est un des droits fondamentaux des citoyennes et citoyens. Pas seulement sa sécurité personnelle, mais aussi la sécurité de et dans son pays. Depuis toujours, ces questions, en particulier celles qui touchent à l'Armée, passionnent les Suisses et les Suissesses.

Pourtant, la campagne électorale nationale 2015 n'a abordé ce thème que de manière marginale, alors que la politique de sécurité et l'avenir de nos forces armées restent essentiels dans un monde où le nombre de conflits – certes d'un type nouveau – a tendance à s'accroître.

Nous traversons en effet une période d'instabilité sans précédent depuis le dernier conflit mondial et la guerre froide. Les quelque 30 opérations de médiation en cours dans des zones de conflit conduites par le Centre pour le dialogue humanitaire ([www.hdcentre.org](http://www.hdcentre.org)), dont je suis membre du Conseil de Fondation, attestent cette réalité. Le monde est devenu plus dangereux, plus menaçant, même s'il y a quelques faibles lueurs d'espoir comme par exemple le processus politique en Tunisie.

Avec l'émergence entre autres du terrorisme perpétré au nom d'une religion et de la cybercriminalité, le type de menaces auxquelles nos

démocraties doivent faire face s'est radicalement modifié en quelques décennies. Les réponses qu'il faut y apporter également.

Dans ce contexte, bien que neutre, la Suisse n'est évidemment pas épargnée et doit aussi adapter ses instruments de sécurité, en collaboration avec ses partenaires, notamment européens.

Au cœur de ce dispositif, notre Armée doit évoluer, en conservant une de ses forces fondamentales: l'engagement de milice de ses citoyens. Le tout en s'assurant qu'elle dispose des moyens, notamment financiers, d'assumer les missions qui lui sont confiées.

## **1. Eclairage sur la politique de sécurité**

Ma modeste carrière militaire et mon parcours professionnel m'ont permis d'approcher différentes facettes de la sécurité militaire, avec des crises, des doutes, mais aussi de sérieuses avancées. A travers ces quelques lignes, je me permets d'en donner quelques éclairages spontanés.

### **1.1. Le service militaire, formateur de dirigeants et facteur de cohésion nationale**

Mon histoire personnelle avec l'Armée remonte bien sûr d'abord à mon école de recrue, effectuée dans les années 70 dans l'infanterie de montagne, où j'ai fini par commander une compagnie d'engins filoguidés antichars au Régiment 6.

En quittant cette fonction, je me faisais la réflexion que s'il y avait rarement de mauvais soldats, il y avait trop souvent de mauvais chefs. Ceci pour souligner l'importance de la formation de base et de la formation au commandement, qui sont tout aussi essentielles que le maniement des armes.

Souvent, en effet, si l'exécution est lacunaire, c'est que la donnée d'ordre l'était plus encore, que le chef n'était pas devant ses troupes. L'Armée, à travers ses écoles et sa formation, offre encore aujourd'hui une école de vie.

Depuis plusieurs décennies, la formation et l'avancement ne sont plus assez valorisés

dans notre société, dans nos administrations et dans nos entreprises. Cette tendance est heureusement en train de se corriger, tant il est important de reconnaître qu'il y a des qualités fondamentalement similaires dans la conduite des affaires professionnelles et militaires. De même, des programmes et cours de formation intelligents permettent de cultiver et de nourrir en même temps la société civile et la conduite de l'Armée.

Il faut également souligner l'important facteur de cohésion nationale que représente le service militaire dans un pays pluriculturel, une « Willensnation » dans laquelle cohabitent de multiples cultures et où le « vivre ensemble » n'est jamais acquis à jamais, à l'exemple des réticences à enseigner une deuxième langue nationale dans quelques cantons de Suisse alémanique.

A ce propos, je m'étais penché lors de ma Présidence de la SSR, sur le rôle de cette dernière en temps de crise, comme héritière de la DIPRA, division Presse et Radio de l'armée suisse, dissoute en 2004. L'avantage de cette unité était précisément de créer un contact entre tous les journalistes incorporés, indépendamment des médias qu'ils représentaient. Cela assurait là aussi une certaine cohésion de la presse face à la défense nationale, et surtout un réseau de contact intéressant entre tous les médias. Aujourd'hui, le service public audiovisuel assure à lui seul cette fonction, ce qui reste certainement efficace, mais avec une perte d'un lien important entre journalistes de la presse écrite et de l'audiovisuel. Cela dit, il faudra garder à l'esprit cette dimension dans le débat politique qui s'annonce aux chambres fédérales sur le service public audiovisuel.

## 1.2. La politique de sécurité en mouvement

Comme diplomate de carrière, j'ai été très tôt sensibilisé aux différents aspects de la politique de sécurité de mon pays, ce qui fait partie de la formation de base des futurs représentants du pays à l'étranger. J'ai également eu le privilège d'être conseiller personnel du chef du Département militaire fédéral et plus tard membre de la commission d'études stratégique mis en place par le conseiller fédéral Adolf Ogi et présidée par l'ancien secrétaire d'Etat Edouard Brunner.

A l'époque, il s'agissait de réussir la sortie de la guerre froide et d'anticiper les futurs développements en termes de sécurité. Sous l'égide du conseiller fédéral Arnold Koller, l'Armée a commencé à s'engager sur le plan international en décidant l'envoi des premiers « bérets bleus » en

## Raymond Loretan

D'origine valaisanne, Raymond Loretan entre au Département fédéral des affaires étrangères en 1983, après des études de Droit à l'Université de Fribourg et des stages à Strasbourg, à l'ONU à New York et à La Haye. Sur le plan militaire, il a été commandant d'une compagnie d'infanterie de montage puis capitaine au Groupe de Renseignements de l'Armée. Assistant personnel du secrétaire d'Etat Edouard Brunner pendant quatre ans, dont deux ans au Département militaire fédéral, il est collaborateur personnel du conseiller fédéral Arnold Koller en 1987. En 1991, il s'engage comme délégué aux Affaires européennes et transfrontalières du canton du Valais dans le cadre de la campagne de votation sur l'Espace économique européen. Secrétaire général du PDC suisse dès 1993, il est nommé en 1997 par le Conseil fédéral ambassadeur de Suisse à Singapour et au Brunei puis, en 2002, consul général à New York avec titre d'ambassadeur. En 1997/1998, il est également membre de la commission d'étude pour la question stratégique (commission Brunner).

Début 2007, Raymond Loretan décide de relever un nouveau défi professionnel en fondant avec Chantal Balet et Edgar Fasel le cabinet conseils Fasel Balet Loretan et en acceptant, dès le mois de juin, la présidence exécutive du Conseil d'administration du Genolier Swiss Medical Network. En octobre 2008, il est élu à l'Assemblée constituante de la République et Canton de Genève, sous la bannière du parti démocrate-chrétien.

En 2011 il rejoint le Conseil de fondation du Centre pour le Dialogue Humanitaire.

Raymond Loretan siège également dans plusieurs conseils d'administration et préside le Conseil d'administration de GSMN. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2012, il assume la Présidence de la Société Suisse de Radiodiffusion. Il quitte cette dernière le 22 juin 2015 suite à sa désignation par le PDC Ville de Genève en tant que candidat aux Etats pour les élections fédérales de la fin de l'année.

Namibie. La Commission Brunner, quant à elle, a confirmé l'importance de cette dimension « au service de la paix », tout en prônant, au nom de l'efficacité de l'engagement, une réduction des effectifs. C'était les préliminaires de l'ouverture de l'armée aux opérations de l'ONU ainsi qu'au partenariat pour la paix avec l'OTAN, comme d'ailleurs les prémisses de ses multiples réorganisations. Depuis lors, nombreuses ont été les analyses et les réorganisations face à la nouvelle « image de l'ennemi ». Mais elles n'ont pas été accompagnées d'une politique d'information qui permette de les comprendre, ce qui nuit à la crédibilité de notre système de défense. La Grande Muette devrait être plus ouverte à la transparence et plus dynamique dans ses efforts d'explication. Cela nous éviterait probablement des échecs tels celui du Gripen. Cette politique d'information muselée nous prive de nombreux porte-paroles compétents, dont quelques généraux qui pourraient être des porteurs d'image efficaces.

### 1.3. En mouvement mais intégrée...

En 1989, dans la foulée de l'affaire Kopp, j'ai suivi le conseiller fédéral Arnold Koller au Département fédéral de justice et police. Les affaires des fiches et des P 26 (organisation secrète de résistance armée) et 27 (organisation secrète de renseignement extérieur) nous ont beaucoup accaparés. Dans un climat politique délétère, sous la pression d'une commission d'enquête parlementaire aux pouvoirs d'investigation extraordinaires dirigée par le futur Conseiller fédéral Leuenberger mais aussi sous le feu des médias, le Conseil fédéral a finalement ouvert tous les fichiers et démantelé ces organisations à la base légale douteuse et sans véritable contrôle démocratique.

A l'époque, j'avais été choqué par le fait que notre gouvernement jette immédiatement « le bébé avec l'eau du bain », sans véritable analyse de la genèse de cette crise et sans réfléchir aux outils pouvant être maintenus. Car si les bases légales et le contrôle de ces dispositifs étaient évidemment discutables, leur finalité ne l'était pas. Les décisions du mercredi, jour des séances du Conseil fédéral, étaient plutôt dictées par les gros titres du Blick du jour que par une stratégie de réponse réfléchie. A l'époque, la main droite de la sécurité intérieure ne savait pas ce que faisait la main gauche de la sécurité extérieure. La sécurité d'un pays est un tout. Et la coordination, voire l'intégration, des éléments de sécurité, notamment de renseignements et de lutte contre le terrorisme, doivent être

intériorisées à tous les échelons de notre organisation politique: Confédération, cantons et communes. Toute bataille de clochers dans ce domaine est dépassée et irresponsable. Mais nous connaissons tous les joies du fédéralisme et il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir dans ce domaine, même si nos services de renseignement sont désormais unifiés.

### 1.4. La politique de sécurité suisse comme source d'inspiration ?

Lors de mon séjour diplomatique de cinq ans à Singapour, les autorités ne se laissaient pas de louer le modèle suisse ainsi que la qualité de notre armée de milice, dont ils s'étaient fortement inspirés.

Mais ils se rendaient bien compte que le système de milice avait aussi quelques inconvénients et était parfois menacé d'un certain amateurisme. Ils se sont donc aussi largement servis de l'expérience d'autres forces armées, notamment de l'armée de défense d'Israël Tsahal, pour mettre sur pied des forces extrêmement bien organisées, s'entraînant largement sur territoires étranges amis et avec une force ce projection impressionnante. Le secret de Singapour, c'est d'exceller. Après avoir passé en revue les meilleurs modèles du monde, ils en tirent la substantifique moelle, y ajoutent leur sauce locale, et passent eux-mêmes de disciples à maîtres.

Quand je vois les ratés de Berne, notamment dans le cadre de l'acquisition de « simples » avions militaires de transport, indispensables tant pour des raisons militaires qu'humanitaires ou plus simplement pour le rapatriement de nos ressortissants de zones de crises aiguës, je me dis que nous avons encore un grand travail de persuasion à faire auprès de notre Parlement, mais aussi plus globalement auprès de la population, sur la nature et les enjeux actuels d'une politique de sécurité, qui ne peut plus s'arrêter aux frontières mais doit faire l'objet d'une approche globale à l'instar de notre politique étrangère.

De mon passage de 5 ans à New York, où j'ai pu côtoyer de près les débats à l'ONU, je retiendrai simplement que la neutralité et l'indépendance de la Suisse ont toujours été un atout – sauf peut-être pour la promotion de nos ressortissants au sein même du système comme fonctionnaires onusiens – et qu'il n'y aurait aucune incompatibilité pour revendiquer un siège au Conseil de sécurité que nous visons d'ailleurs pour 2022. Après Joseph Deiss en 2011 comme Président de l'Assemblée générale, un Suisse pourrait



même succéder 2016 au poste de Secrétaire général. Dans l'état actuel des tensions mondiales, les grandes puissances auront en effet de la peine à se mettre d'accord sur un nom et pourraient retomber sur une personnalité qui arrange tout le monde et qui ne menace personne. Le Conseiller fédéral Didier Burkhalter ou le président du CICR Peter Maurer seraient ainsi d'excellents candidats.

## **2. Soutien au Développement de l'armée**

Après ces quelques observations, qui ne sont que des morceaux choisis, et qui ne prétendent pas à l'exhaustivité, j'en viens à l'actualité. Les missions de notre armée de milice restent claires et sont ancrées dans l'article 58 de notre constitution : défense du pays, de son territoire et de sa population, appui aux autorités civiles et promotion de la paix.

Une large majorité du peuple la soutient. Nous le voyons à travers les derniers scrutins sur les initiatives populaires et des demandes de référendum ayant trait à notre institution militaire. On ne peut d'ailleurs que déplorer qu'en juin dernier, une coalition contre-nature entre une gauche irresponsable et une droite isolationniste ait amené le Conseil national à refuser la réforme appelée DEVA (Développement de l'Armée).

### **2.1. Maintenir une taille critique crédible**

Actuellement, notre Armée est constituée d'environ 120'000 militaires actifs et d'environ 80'000 hommes incorporés dans la réserve, pour un total de 200'000 hommes. Le DEVA prévoit de réduire l'effectif de l'Armée suisse de manière à ce qu'elle puisse disposer de 100'000 à 140'000 militaires actifs. Ces chiffres doivent être compris comme le strict minimum pour permettre à l'Armée suisse de remplir son mandat constitutionnel.

### **2.2. Réaffirmer l'obligation de servir**

À cet égard, il convient de prendre très au sérieux les craintes récemment exprimées par le Commandant de Corps André Blattmann, chef de l'Armée, à propos de l'attractivité trop élevée du service civil. En effet, ce dernier a toujours été considéré comme un service de remplacement pour celles et ceux qui, pour des raisons de conscience personnelle, ne sont pas en mesure d'effectuer leur service militaire. Or, alors qu'autrefois, les personnes concernées faisaient l'objet d'un examen de conscience, désormais, un simple formulaire

suffit pour éviter à un jeune citoyen de devoir servir dans l'Armée. Il en résulte, dans les faits, une sorte de self-service et un libre choix qui va à l'encontre de la volonté populaire exprimée en septembre 2013 et des besoins légitimes de l'Armée. En effet, le nombre de civilistes a été multiplié par quatre ces dernières années, et ce, sans que cela ne se justifie par un quelconque intérêt public. Dans ces conditions, il convient de réaffirmer et de mettre en œuvre de manière plus rigoureuse le principe de la conscription obligatoire, indissociable d'une armée de milice et dont les effectifs sont garantis.

Cela ne doit naturellement pas nous empêcher de réfléchir à une modernisation de l'obligation de servir, de manière à ce que chaque jeune citoyen suisse des deux sexes consacre une partie de son temps au profit de la collectivité, que ce soit dans l'armée, dans la protection civile, dans les corps de sapeurs-pompiers ou dans des institutions à but humanitaire, social et environnemental. Toutefois, le libre choix est un leurre. Les besoins de notre politique de sécurité doivent l'emporter sur la convenance personnelle des uns et des autres.

### **2.3. Se donner les moyens d'une défense crédible**

Pour rester cohérent, il est évident qu'il convient d'octroyer des moyens suffisants. Or, depuis la réforme Armée XXI, approuvée par le peuple en 2003, le Parlement fédéral n'a cessé de réduire les dépenses militaires, ce qui a un effet désastreux, puisqu'à l'heure actuelle, seulement 20% des bataillons d'infanterie sont équipés. L'échec du projet d'acquisition du Gripen aura également des conséquences importantes en termes de protection de l'espace aérien de notre pays. Ce à quoi s'ajoute que l'armée suisse doit pouvoir conserver son savoir-faire, et pour ce, doit être équipée convenablement. Le DEVA prévoit un budget militaire annuel de 5,1 milliards de francs. Cette somme peut certes paraître impressionnante, mais il convient de rappeler que l'Armée suisse est le parent pauvre du budget de la Confédération dans son ensemble. En effet, en 25 ans, soit en une génération, les dépenses globales de la Confédération ont doublé, les dépenses militaires ont été divisées par trois. Le domaine militaire est le seul domaine qui connaît une réduction persistante de ses moyens financiers, et ce, sans que cela ne se justifie par les circonstances géopolitiques du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui.

## Conclusion

Force est de constater que certaines régions d'Europe demeurent en conflit armé et qu'une situation tendue peut rapidement dégénérer sans que personne ne s'y attende. Par ailleurs le monde n'a jamais connu autant de conflits depuis la deuxième guerre mondiale. Considérer que la Suisse est préservée et protégée pour l'éternité de l'exposition à tout conflit armé relève de l'utopie, pour ne pas dire d'un grave manque de sens des responsabilités. Parce que je crois dans la nécessité, mais aussi dans la capacité de notre armée de milice à remplir ces missions, je m'engage en faveur d'une armée moderne et efficace. C'est pourquoi je soutiens avec conviction le DEVA... tout en rappelant que «chaque pays a une armée, la sienne ou celle d'un autre».

• *Raymond LORETAN*  
Ancien ambassadeur de Suisse



Depuis 1904 un conseil  
personnalisé et un  
service irréprochable.

**Aeschbach**  
chaussures

[www.aeschbach-chaussures.ch](http://www.aeschbach-chaussures.ch)



Sur mesure

**GRANGE** & CIE  
AGENCE IMMOBILIÈRE

DEPUIS 1869

VOTRE ADRESSE. NOTRE PASSION

[WWW.GRANGE.CH](http://WWW.GRANGE.CH)

## « CONEX 15 », un exercice d'ensemble des troupes de la Région Territoriale 2 (Rég ter 2) qui s'est inscrit dans l'histoire – un résumé

Dans le cadre de l'exercice, il s'agissait, selon la mission de l'Armée « Soutien aux autorités civiles », de mettre à disposition au profit des partenaires du réseau national de sécurité la plus large palette de prestations possible. L'objectif a été, autant que possible, d'exercer en relation avec des objets réels et de vrais partenaires. Lors de la préparation de ces exercices un grand nombre de discussions et de reconnaissances furent nécessaires afin que les missions puissent être entraînées de la manière la plus réaliste possible. D'autant plus que les commandants de tous les échelons devaient pouvoir se mettre en situation afin d'évaluer les décisions, les prestations et les mesures de coordination à prendre. A cet effet, un scénario fut élaboré lors du début des travaux préparatoires en 2012. A cette époque, nous ne pouvions pas prévoir que lors du début de l'exercice en 2015 ce scénario serait en train de se réaliser sur la scène politique mondiale. Certes, nous n'avons guère apprécié



*Divisionnaire  
Andreas A. BÖLSTERLI,  
cdt Rég ter 2*

que ce scénario soit devenu le point central de la couverture médiatique, du fait de l'actualité internationale, mais cela nous a confortés dans l'idée de devoir entraîner ces situations que beaucoup de nos concitoyens ne pouvaient imaginer ou ne désiraient certainement pas vivre. Une adaptation du scénario ne fut pas nécessaire, les manifestations de groupes de la gauche autonome n'ayant pas causé de perturbation. Ce qui dérangea par contre fut le fait de ne pas avoir pu transmettre à tous, d'une manière compréhensible, l'idée de l'exercice et que dans ce contexte, il n'était apparemment pas possible d'exprimer certaines opinions autrement que par la violence.

### Les travaux effectués par les troupes engagées

Dans le cadre de la phase propre de l'exercice, il s'agissait uniquement d'effectuer un « audit » de l'infrastructure, c'est-à-dire de vérifier les



*Le Bat car 14 genevois a aussi été engagé au profit du Cgfr*



*Le Bat car 14 genevois a aussi été engagé au profit du Cgfr*

hypothèses pour les engagements à effectuer. Ceci était prévu dès le début. Après un temps de préparation intense de trois ans, l'exercice « CONEX 15 » commença en août 2015 avec le soutien du Corps des gardes-frontière (Cgfr) par le Bat inf mont 17. Le gros de la troupe exercée entra en service au début septembre. La diversité de ses missions fut importante : assurer la mobilité en construisant des ponts et des passages (effectué par le Bat G 6), la protection d'infrastructures critiques, par ex. les ports rhénans, les centrales électriques, l'approvisionnement d'eau (assuré par le Bat inf 20), le soutien des compagnies de pompiers locales et du train anti-incendie des CFF moyennant des transports

d'eau au sol et par air afin de combattre des incendies de forêts et en zones industrielles. Le bataillon d'aide en cas de catastrophe (Kata Hi Bat 2) eut en plus l'occasion de s'entraîner avec des membres du Technisches Hilfswerk (THW) du Land de Baden-Württemberg au sauvetage de victimes ensevelies sous d'importants débris. Dans une deuxième séquence d'exercice, le Bat car 14 de Genève vint soutenir le Cgfr dans les cantons de Bâle-Campagne et Soleure à la frontière française, en contrôlant les voyageurs et en établissant des postes d'observation dans le terrain intermédiaire. Le bataillon de police militaire (Bat PM 2) soutint la police cantonale lors d'importants engagements (contrôles de circulation et de la gare d'Aarau). Le Bat hôp 75 aida au sein de l'hôpital universitaire de Bâle différents services durant leur travail quotidien. Il effectua en outre un exercice d'évacuation de patients depuis l'hôpital à l'aide d'hélicoptères.

Pendant toutes les séquences d'exercice, les troupes exercées furent soutenues par des patrouilles de chiens guides et par les forces aériennes dans les domaines du transport et de l'exploration aérienne. Notre but fut en plus d'assurer le commandement de toutes les huit formations engagées avec le Bat aide cdmt 22 (FU Bat 22), renforcées par les formations ondes dirigées et les formations de conduite de l'armée,



*Engagement en conditions réelles: le Bat hôp 75 à l'hôpital universitaire de Bâle*



depuis le QG de la Rég ter 2. Les liaisons radio et données furent assurées pendant tout l'exercice. La conduite par la Rég ter 2 servit également à l'amélioration de l'instruction de tous les postes de commandement dans les domaines de travail d'état-major et les activités de conduite dans des conditions réelles.

### **Tous les buts fixés atteints, reçus avec bienveillance**

Un des buts principaux fut de présenter l'armée à la population. Ceci en organisant l'EXPO (présentation des prestations des troupes engagées) à Muttenz (BL) et un défilé en guise de fin d'exercice à Zofingue (AG). C'est ainsi que l'armée put être présentée à la population d'une manière digne et impressionnante. Il nous fut également possible avec « CONEX 15 », en tant qu'exercice d'ensemble de troupe, de démontrer dans cinq des sept cantons de la Rég ter 2 une présence qui a produit des réactions majoritairement positives. Il fut en effet très impressionnant de vivre le bon accueil fait à nos soldats par la population dans le secteur d'exercice.

Les autres buts fixés de l'exercice qui se déroula d'après le programme furent tous atteints. La collaboration de tous les participants dans les secteurs concernés se déroula en confiance, tous les engagements furent exécutés à la pleine satisfaction des participants. Un service centralisé d'arbitres assura l'exploitation de toutes les parties de l'exercice. Les contrôles et des vérifications donnèrent des résultats clairs. Lors de la discussion finale de l'exercice, je pus donner en tant que chef de l'exercice et commandant de la Rég ter 2 à tous les participants la note « très bien ».



*L'infanterie a pour mission de protéger des infrastructures critiques, ici le Auhafen à Muttenz*



*Au coeur de l'exercice: le Bat ACC 2 a pu être exercé dans ses compétences*



### Enseignements de l'exercice

Naturellement, il y a lors d'exercices pareils toujours des points à améliorer. « CONEX 15 » fut toutefois, avec ses huit bataillons engagés, l'exercice d'ensemble de troupe le plus important de ces dernières années. On put observer que les bataillons et les formations n'avaient plus l'habitude de travailler ensemble (en général les CR se déroulent dans le cadre des bat). Les dialogues ainsi que le soutien réciproque dans le service de renseignement ou dans la logistique doivent être exercés à nouveau régulièrement.

Des exercices réguliers d'ensemble de troupe sont donc d'une nécessité absolue. Il n'est pas nécessaire d'engager chaque fois huit corps de troupe en parallèle, mais au moins une unité d'aide à la conduite et une unité de combat ou de soutien devraient avoir la possibilité de s'entraîner en même temps.

Une autre expérience tirée par tous les participants fut sans doute la durée de l'exercice: elle ne fut pas comme d'habitude entre 48 à 72 heures, mais « CONEX 15 » dura pour la majorité des troupes 8 jours (et ceci 24 heures sur 24),



*Les visiteurs de l'EXPO à Muttens ont été très intéressés, notamment par les interventions des militaires conducteurs de chiens ou encore les équipements des troupes d'aide en cas de catastrophe.*



## Net renforcement de la vision de la Rég ter 2

De mon point de vue, «CONEX 15» est également une «success story». Rétrospectivement, l'énorme effort, mais aussi le courage de planifier à nouveau un exercice de grande envergure, ont valu la peine. Les buts sont atteints, le partenariat dans le sens de la vision de la Rég ter 2 «sécurité oblige» a été clairement renforcé. En plus, nous avons pu présenter notre armée à une population qui lui est clairement loyale et qui l'a accueillie chaleureusement. Mes remerciements sincères à tous les participants qui ont collaboré à la préparation, à la planification, à l'exécution et au soutien de «CONEX 15».

pour certaines formations même plus. C'est ainsi que sont apparus des problèmes qui n'étaient plus connus: les cadres n'étaient plus habitués aux effectifs diminués qui posent problèmes lors des relèves des équipes. Les engagements exigeants dans le cadre de l'exercice ont enfin fait apparaître des lacunes de connaissances et de procédures qui seront à corriger. A cet effet, une intense instruction de détail pour les différentes formations est à reprendre en urgence.

- *Par le divisionnaire Andreas A. BÖLSTERLI  
cdt Rég ter 2*

*Texte traduit par  
le cap Marc-André BASCHY,  
Société Militaire de Genève*



*Aux termes de «CONEX 15»: Défilé à Zofingue (AG) devant le CF Ueli MAURER et le cdt Rég ter 2, le div Andreas BÖLSTERLI*





# ACTIVITÉS SMG 2015 (5)

---

## CONFÉRENCES-LUNCH

**Mardi 24 novembre**  
(CL 1215 Local)

M. Beat GUJER  
Chef d'Etat-major de l'OFAE  
*L'approvisionnement économique du pays:  
organisation et objectifs*

**Mardi 8 décembre**

M. Hugues ROBERT  
Responsable du bureau des urgences  
au sein de MSF Suisse  
*Intervention d'une ONG sur des terrains d'opérations*

\* \* \* \* \*

**Samedi 7 novembre 2015**  
(Salle des Rois 1700)

Assemblée Générale

**Dimanche 8 novembre 2015**  
(Parc Mon-Repos 1030)

Cérémonie du Souvenir

**Mercredi 30 décembre 2015**  
(Treille 1700)

Restauration

**Jedi 31 décembre 2015**  
(Local SMG 0900)

Café/croissant

\* \* \* \* \*



*Engagement conjoint du Corps des gardes-frontière (Cgfr) et de l'armée lors de « CONEX 15 »*

95<sup>e</sup>

## CÉRÉMONIE À LA MÉMOIRE DES SOLDATS DE GENÈVE MORTS AU SERVICE DE LA PATRIE



La 95<sup>e</sup> Cérémonie à la mémoire des soldats de Genève morts au service de la Patrie aura lieu au Parc Mon-Repos le :

**Dimanche 8 novembre 2015**

Nous vous prions de nous faire l'honneur d'y prendre part.

Le grand défilé du Détachement d'Honneur et des Sociétés débutera à **10h50** sur le quai du Mont-Blanc.

### CÉRÉMONIE OFFICIELLE

11h15

Arrivée et défilé des délégations et des sociétés.  
Présentation des drapeaux.  
Dépôt de la couronne officielle.




- ❖ Introduction du président
- ❖ Cé qu'è l'aino (*1<sup>ère</sup> strophe*)
- ❖ Allocution de **Monsieur le Conseiller d'Etat Serge DAL BUSCO**
- ❖ Morceau de circonstance
- ❖ Lecture du Serment par un officier de la Société Militaire de Genève
- ❖ Minute de silence
- ❖ J'avais un Camarade (*chant militaire*)
- ❖ Cantique suisse (*1<sup>ère</sup> strophe*)
- ❖ Fin de la cérémonie

La cérémonie sera suivie d'une collation et d'un vin chaud offerts aux invités et au public.

La musique de la Cérémonie sera assurée cette année par le Corps de Musique de Landwehr.



Infos sur :

[www.monreposgeneve.ch](http://www.monreposgeneve.ch) - [info@monreposgeneve.ch](mailto:info@monreposgeneve.ch) - 

## *Editions Cabédita*

*Route des Montagnes 13 – 1145 Bière*

*Tél. 021 809 91 00*

*Courriel [info@cabedita.ch](mailto:info@cabedita.ch)*

# Morgarten

Entre mythe et histoire 1315 - 2015



Sept cents ans après son déroulement, la bataille de Morgarten continue de susciter la controverse. Avec celle de Morat (1476), elle fait partie des grands événements de l'histoire suisse. Si elles ne permettent pas de reconstituer avec certitude le déroulement exact du combat, les sources médiévales attestent en revanche le fait qu'une armée de chevaliers « autrichiens », durant son approche, a été battue par les Schwyzois et leurs alliés durant une attaque-surprise, à mi-novembre 1315.

Ce livre enrichi d'une analyse d'Olivier Meuwly se veut à la fois une enquête sur l'histoire de cette bataille et sur le « mythe de Morgarten ». Il est vain d'opposer l'un à l'autre. En revanche, c'est le métier de l'historien de considérer les différentes sources disponibles, tout en comprenant comment le mythe de Morgarten s'est développé jusqu'à nos jours, que ce soit au XIX<sup>e</sup> siècle, en plein avènement de l'Etat fédéral suisse, ou en 1940, en pleine Seconde Guerre mondiale.

Cabédita, *Morgarten, Entre mythe et histoire*, 112 pages, FS 29.-

### Les auteurs

- Pierre Streit, historien de formation, a en outre publié *Général Henri Guisan. Ecrits de guerre 1939-1945* (Cabédita, 2013), et en collaboration avec Suzette Sandoz, *Rütli - Une voie pour l'avenir* (Cabédita, 2014).
- Olivier Meuwly, docteur en droit es lettres, est directeur d'une collection du *Savoir suisse*.

### Contact avec les auteurs

- Pierre Streit, Rue du Lavoir 20, CH-1580 Avenches, courriel: [pierre.streit@bluewin.ch](mailto:pierre.streit@bluewin.ch)
- Olivier Meuwly, Rue de la Grotte 8, 1003 Lausanne, courriel: [olivier.meuwly@vd.ch](mailto:olivier.meuwly@vd.ch)